

IMAZIGHEN. BERBÈRES, UNE CULTURE EN RÉSISTANCE

PHOTOGRAPHIES
DE FERHAT BOUDA

DU 18 MARS AU 18 MAI 2024

DOSSIER PÉDAGOGIQUE



BIBLIOTHÈQUE
UNIVERSITAIRE DU HAVRE
25 RUE PHILIPPE LEBON



En couverture :

Fatima vient chercher de l'eau pour préparer son repas. La jeune femme de 21 ans a passé toute sa vie à Tinfgam et vient de donner naissance à son troisième enfant.

Tinfgam, Haut Atlas, Maroc, le 1^{er} janvier 2017.

Un contact préalable des équipes de la bibliothèque avec l'enseignant est souhaitable pour préparer la visite et adapter la présentation de l'exposition aux objectifs pédagogiques de l'enseignant.

Chaque visite peut s'accompagner :

- ▶ d'une présentation du parcours de l'exposition :
éléments biographiques sur Ferhat Bouda,
présentation de la sélection de photographies ;
- ▶ d'un temps de visite et d'échange sur la bibliothèque ;
- ▶ de l'exploitation sur place des documents du présent dossier.

Ce dossier pédagogique est téléchargeable sur le site de la bibliothèque :
<https://bu.univ-lehavre.fr>

Table des matières

Liens avec les programmes scolaires du lycée

<i>Seconde</i>	4
<i>Première</i>	4

Autour du photographe

<i>Biographie</i>	6
<i>Carte Tamazgha, espace géographique comportant l'ensemble des régions historiques du peuple amazigh</i>	7
<i>Verbatim</i>	7
<i>Interview de Ferhat Bouda, 2014</i>	8

Les Berbères dans l'histoire

<i>Berbères : étymologie</i>	9
<i>Carte « Trente millions de berbérophones »</i>	9
<i>Article « Une langue, des communautés »</i>	10
<i>Extrait de « L'identité berbère, de l'effacement à la réappropriation »</i>	16

Le « réveil berbère » : l'exemple de l'Algérie

<i>Chronologie du mouvement amazigh en Algérie depuis l'indépendance</i>	20
<i>Article « 1980-2001 : les printemps berbères »</i>	21
<i>Article « Contre le Hirak, le pouvoir algérien stigmatise la Kabylie »</i>	24

Des situations contrastées : Touaregs et Imazighen marocains

<i>Article « Forte comme une femme touarègue »</i>	26
<i>Article « Au Maroc, les Berbères débutent l'an 2974 par un premier jour férié »</i>	31

Activités pédagogiques	32
-------------------------------------	-----------

Liens avec les programmes scolaires du lycée

Seconde

Histoire

Thème 1 : Le monde méditerranéen : empreintes de l'Antiquité et du Moyen Âge

Chapitre 2. La Méditerranée médiévale : espace d'échanges et de conflits à la croisée de trois civilisations

Géographie

Thème 1 : Sociétés et environnements : des équilibres fragiles

Enseignement optionnel de langues et cultures de l'Antiquité

Méditerranée : voyager, explorer, découvrir

Première

Humanités, littérature et philosophie

Semestre 2 : les représentations du monde

Histoire-géographie, géopolitique et sciences politiques

Thème 3 : Étudier les divisions politiques du monde : les frontières

Thème 4 : S'informer : un regard critique sur les sources et modes de communication



Portrait d'une jeune femme touarègue lors de la célébration de l'indépendance.
Agadez, Niger, le 17 décembre 2016.

Autour du photographe

Biographie

Né en 1976 en Kabylie, Ferhat Bouda, photographe algérien, membre de l'Agence VU' depuis 2014, est aujourd'hui basé à Francfort (Allemagne). Il s'inscrit dans une tradition de la photographie documentaire, et témoigne avec respect de situations complexes souvent difficiles à appréhender, déjouant clichés et stéréotypes.

Lauréat de la bourse Pierre et Alexandra Boulat en 2016, du prix et de la bourse de la photographie de l'académie des Arts de Berlin en 2020, son travail est régulièrement publié dans la presse internationale, exposé en Algérie, en Allemagne, en France, et présenté lors de festivals.

Imazighen - qui signifie homme libre - est le nom originel du terme occidental berbère. C'est cette culture très ancienne que le photographe Ferhat Boudda, lui-même né en Kabylie, a cherché à documenter à travers toute l'Afrique du Nord.

S'attachant aux regards, aux attitudes et aux gens, aussi bien dans leur quotidien que dans des situations conflictuelles, le photographe a suivi les traces des berbères du Maroc à l'Egypte, en passant par l'Algérie, la Lybie ou encore le Mali.

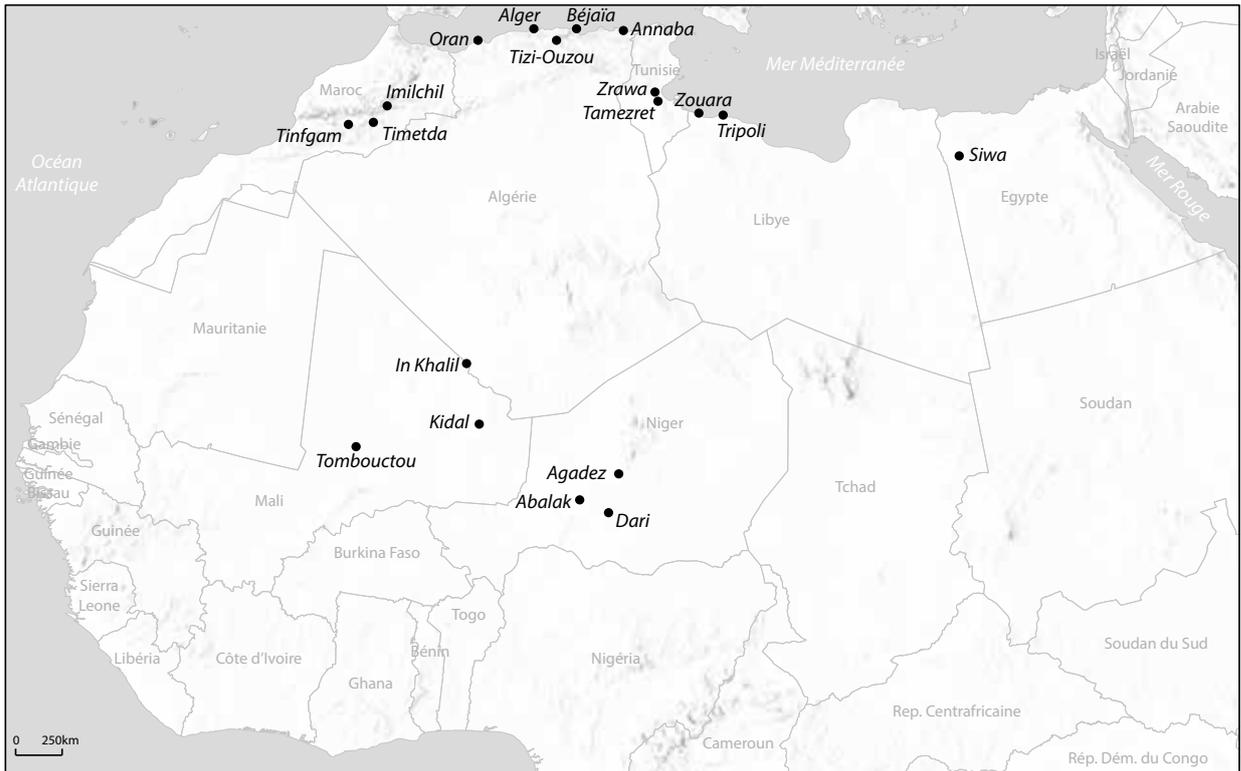
Cette exposition a reçu le soutien du Photographie Forum Frankfurt et de la SCAM.



© Kiên Hoàng Lê

Carte Tamazgha, espace géographique comportant l'ensemble des régions historiques du peuple amazigh.

Carte des lieux visités par Ferhat Bouda



Réalisée par Ronan Kerbiriou, laboratoire IDEES, Université le Havre Normandie

Verbatim

Propos de Ferhat Bouda recueillis par Gilles Renault dans Libération, 22 avril 2023 :

« Ma démarche, explique le photographe de l'Agence Vu' qui ne conteste pas l'influence de Magnum, se joue des frontières créées par l'homme, pour évoquer le quotidien d'être humains ni meilleurs ni pires que les autres, qui aspirent simplement à une harmonie qu'on leur dénie. Longtemps, je n'ai pas osé raconter cette histoire qui, chez moi qui suis désormais établi à Francfort, puise ses racines dans la ruralité kabyle. Mais, aujourd'hui, ce militantisme assumé est devenu à mon sens une nécessité »

Interview de Ferhat Bouda, 2014

Extrait d'un article du *Courrier International*, juin 2014

MALI DE L'AUTRE CÔTÉ DE LA GUERRE

L'Algérien Ferhat Bouda s'est intéressé à la condition des Berbères du Sahara bien avant le conflit malien. Depuis 2012, c'est aux côtés des rebelles du MNLA qu'il photographie le quotidien du peuple touareg.

Kidal est l'épicentre de la guerre au Mali. Toutes les rébellions partent de cette ville située à 1 500 km de la capitale, dans le nord-est du pays. C'est à Kidal que la guerre a encore repris, le 17 mai. Fraîchement nommé, le Premier ministre Moussa Mara a décidé d'y aller malgré les mises en garde de la France et de la Mission des Nations unies pour le Mali (Minusma). Le mot d'ordre de Mara était clair : "Kidal doit revenir dans le giron de la République."

A peine arrivés, Mara et sa délégation, en pleine réunion au gouvernorat, sont attaqués par le Mouvement national de l'Azawad (MNLA) et ses alliés. Le Premier ministre est évacué. La gouvernance tombe. Six préfets et sous-préfets sont exécutés. Le 21 mai, l'armée malienne lance une offensive pour récupérer le gouvernorat. La riposte des groupes armés est foudroyante. Ils boutent l'armée hors de Kidal et contrôlent désormais les villes alentour. "Une tragédie nationale", écrit le lendemain l'un des plus célèbres éditorialistes du pays, Adam Thiam, dans *Le Republicain*.

La guerre est de retour. L'Union africaine dépêche à Kidal son président en exercice, le chef de l'Etat mauritanien Mohamed Ould Abdel Aziz, pour tenter une médiation. Le gouvernement malien et les groupes armés signent un cessez-le-feu le 23 mai. C'est une humiliation nationale. L'opinion publique, l'opposition et une partie de la presse réclament la démission du Premier ministre. Finalement, c'est le ministre de la Défense, l'influent Soumeylou Boubéye Maïga, qui est emporté par la crise. Limogé, il

est remplacé par un colonel à la retraite. Kidal reste aux mains des rebelles.

Aujourd'hui encore, on connaît mal ces rebelles. Par-delà les clichés sur les groupes armés, Ferhat Bouda a entrepris depuis des années un travail sur les peuples berbères. Il est l'un des rares à étudier la rébellion de l'intérieur. Le photographe kabyle est sans doute l'un des premiers à avoir pu côtoyer avec régularité, depuis 2012, les Touaregs du MNLA. Il est aussi l'un des derniers reporters à s'être rendu à Kidal. Entretien.

COURRIER INTERNATIONAL. Quel est votre projet photographique ?

FERHAT BOUDA. Depuis dix ans, je m'attache à observer les cultures berbères. Les Touaregs sont berbères. Mon projet photographique trouve donc sa source bien en amont du conflit malien. Ce reportage est à inscrire dans ce travail sur les peuples berbères, qui ne traite pas que de la question du terrorisme mais s'attache à décrire la vie d'un peuple. J'ai commencé en Kabylie (Algérie). Puis la région a explosé : Libye, Tunisie, Mali... Les peuples berbères, dont les Touaregs, sont aujourd'hui partout en guerre. Leur actualité ? Les raptés, les attentats, la répression. La guerre m'a rattrapé, je ne peux pas éviter l'actualité. Mais je ne suis pas un reporter de guerre. Mon objectif est avant tout de rendre compte des sociétés civiles, de relater aussi la vie quotidienne, les modes de vie. Les Touaregs, comme beaucoup d'autres berbères, sont pris dans un piège : d'un côté l'oppression de certains États et de l'autre la violence des groupes terroristes.

Kidal est dangereux et quasiment fermé aux journalistes. Comment avez-vous fait pour vous y rendre ?

Je suis venu dans la région pour la première fois → 42 force de conviction. Elles croient vraiment qu'un jour l'indépendance arrivera. J'ai particulièrement suivi l'une d'elles, Rabia, 23 ans, qui a été parmi les premières à s'engager dans la rébellion.

Les femmes ne combattent pas. Elles assurent les fonctions de police, de gendarmerie et des douanes. Une façon, pour le mouvement, de les préparer à de futures fonctions dans ces corps paramilitaires après l'indépendance.

Vous revendiquez votre identité berbère. Qu'est-ce que cela implique dans votre travail ?

Je comprends mieux le conflit, surtout du point de vue temporel. Je ne suis ni historien ni politologue, mais il me semble fondamental de rappeler que le conflit existait avant la chute de Kadhafi et même bien avant son arrivée au pouvoir (1969). Ses racines remontent à la colonisation. Je suis un photographe du fait minoritaire. Les peuples marginalisés sont au cœur de mon travail.

Chronologie

30 mars 2012. Kidal tombe aux mains du Mouvement national pour la libération de l'Azawad (MNLA), soutenu par les instances salafistes Agni et Ansar Dine.

30 janvier 2013. Les forces françaises prennent le contrôle de l'aéroport de Kidal, l'armée tchadienne arrive pour sécuriser la ville.

18 juin 2013. Les autorités et les rebelles touaregs occupant Kidal signent un accord de cessez-le-feu.

17 mai 2014. Le Premier ministre malien, Moussa Mara, se rend à Kidal. Le MNLA lance une offensive contre l'armée malienne. Bilan : 36 morts. Une trentaine de fonctionnaires sont pris en otages. Le gouvernement malien déclare qu'il s'agit d'une "déclaration de guerre".

21 mai. L'attaque de Kidal par l'armée malienne se solde par un échec. Le MNLA reprend totalement le contrôle de la ville. Près de 50 personnes sont tuées. Le président Ibrahim Boubacar Keita déclare un cessez-le-feu.

Biographie



Ferhat Bouda est né en Kabylie, région située dans le nord-est algérien. Adolescent, il se bat pour la reconnaissance de la langue berbère dans la Constitution algérienne. Il part ensuite à Paris, en 2000, pour faire des études de cinéma, "pour que ma grand-mère puisse voir des films dans sa propre langue", dit-il. Il se passionne pour la photographie et l'étudie de 2002 à 2004. Il part ensuite vivre à Francfort. En 2005, la ville tente de chasser les punks des espaces publics, Ferhat utilise son appareil photo pour dénoncer cette situation. Le photographe s'intéresse principalement aux minorités et groupes marginaux : des Berbères aux peuples nomades comme les Touaregs, les Mongols. Par la photographie, il tente d'attirer l'attention sur les problèmes et les besoins de ces populations.

Le Mali divisé

Villes contrôlées par les islamistes : Ansar Dine Mujahid
 Azawad, territoire échappant au gouvernement central

Nombre de : réfugiés maliens déplacés (au 18 octobre 2012)



38 ← en février 2012 (un mois après le déclenchement de la guerre), avec le MNLA. Pour travailler, il faut hélas choisir le camp d'où l'on regarde. On est obligé de photographier à partir d'un camp ou de l'autre. J'y suis retourné en novembre 2013 avec l'armée malienne. Je suis arrivé une heure avant l'assassinat des deux collègues de RFI (Ghislaine Dupont et Claude Verlon, le 2 novembre). Dans un premier temps, beaucoup ont cru que c'était mon collègue et moi qui avions été tués. L'armée française nous a proposé une évacuation immédiate de la ville. Nous leur avons demandé de nous aider plutôt à travailler en sécurité. Refus. J'ai contacté le MNLA qui nous a protégés. C'est ainsi que j'ai pu réaliser une grande partie de ce reportage.

Vous montrez les femmes, jusqu'ici invisibles dans la guerre ?

J'ai découvert les femmes à El-Khalil, une petite localité près de la frontière algérienne. J'ai été frappé par leur

Les Berbères dans l'histoire

Berbères : étymologie

L'Histoire. Les collections, n° 78, janvier 2018, p.12

Dérivé du latin barbarus qui a donné « barbare », le mot « berbère » n'apparaît qu'avec la conquête arabe au VIII^e siècle. Par Berbères, les Arabes désignaient, par opposition aux Byzantins (Rûm) et aux Romano-Africains (Adjam), les Africains marginalisés des provinces romaines, ceux que les écrivains romains appelaient aussi les « Maures ». Eux-mêmes se nomment Amazighen, « hommes libres » en berbère.

Carte « Trente millions de berbérophones »

L'Histoire. Les collections, n° 78, janvier 2018, p. 6-7



Article « Une langue, des communautés »

Ahmed Boukous, *L'Histoire*. Les collections, n° 78, janvier 2018, p. 8

Les Berbères sont les premiers habitants de l'Afrique du Nord. Ils doivent faire face à la domination romaine puis à la christianisation, à la conquête arabe, à la régence ottomane et à la colonisation française. Les cultures berbères ont pourtant résisté depuis plus de 2 000 ans.

Les Berbères ou *Imazighen* (Amazigh au singulier, « homme libre » en berbère) ont fait l'objet de nombreuses études qui touchent à la fois à la préhistoire, l'histoire, la langue, la littérature et les arts. Elles soulignent que la population autochtone de l'Afrique du Nord est composée de communautés qui parlent la langue berbère (ou l'amazigh) sous forme de dialectes.

La question des origines du peuplement berbère fait l'objet de controverses. Les premières traces de l'homme moderne en Afrique du Nord remontent à plus de 5000 ans. Au cours du Néolithique, ces hommes fabriquaient des outils de bronze et introduisirent au Sahara le char tiré par le cheval. Les recherches les plus récentes, fondées sur des analyses génétiques, révèlent un apparentement avec les Ibères, ces populations installées dans la péninsule Ibérique au cours du 1er millénaire avant notre ère. Les interpénétrations entre les populations des deux rives de la Méditerranée sont attestées au moins à partir de la protohistoire.

L'Antiquité nord-africaine nous a laissé des vestiges importants, notamment des inscriptions appelées « libyco-berbères » découvertes dans plusieurs régions d'Afrique du Nord. Lorsqu'au IXe siècle av. J.-C. les Phéniciens s'installent sur la côte nord de l'Afrique et fondent Carthage (actuelle Tunisie), ils apportent l'alphabet punique : dès lors le berbère s'écrit en alphabet « libyco-punique ». C'est encore le cas sous le règne des rois et des princes berbères numides, entre le IIIe siècle av. J.-C. et le VIIe siècle, parmi lesquels les plus célèbres sont Massinissa, Jugurtha, Juba I, Juba II ou Tacfarinas, qui ont fait face aux occupants étrangers.

Le duel au sommet avec Rome se solde par la défaite de Carthage qui est prise en 146 av. J.-C. La langue et la culture berbères doivent se plier à la loi imposée par les conquérants et finissent par être marginalisées dans la région septentrionale du domaine amazigh. La période romaine, cependant, a vu l'émergence d'une intelligentsia berbère latinisée : Fronton, qui fut le précepteur de l'empereur Marc Aurèle et Apulée, une sommité de la culture, à qui l'on doit le premier roman de la littérature universelle, *L'Âne d'or*.

Progressivement christianisés, les Berbères s'illustrent également dans la culture spirituelle : saint Cyprien, saint Augustin et saint Donat en sont les meilleurs exemples. Avant que l'islam ne s'impose à partir du VIIe siècle à des populations qui abandonnent leurs pratiques religieuses, chrétiennes, juives et animistes, pour adopter des rites musulmans différents, notamment le kharidjisme, une secte dissidente.

Les princes numides qui ont affronté les Romains, tout comme les dynasties berbères musulmanes des Almoravides (XI-XIIe siècle), des Almohades (XIIe-XIIIe siècle) et des Mérinides (XIIIe-XVe siècle) ont marqué de leur empreinte l'histoire et le paysage de l'Afrique du Nord, comme en témoignent les nombreux vestiges matériels (Sala, Volubilis, Banasa, avant les Romains). Mais, partout, le berbère est entamé par l'arabisation.

Depuis la fin du XXe siècle, la renaissance de la berbèrité représente au Maghreb un fait politique et culturel traduisant l'éveil identitaire des Berbères, qui revendiquent la reconnaissance de leur langue et de leur culture.

LE RAMEAU LIBYCO-BERBÈRE

La langue berbère est apparentée à l'égypto-copte, au libyque, au couchitique (corne orientale de l'Afrique) et au haoussa (Afrique de l'Ouest). Ces langues sont dites hamitiques. Elles constituent, avec les langues sémitiques, le groupe « hamito-sémitique » qui appartient lui-même à la famille afro-asiatique.

Le berbère est la seule langue encore vivante du rameau libyco-berbère de la branche hamitique. Ses « cousins » le libyque du nord de l'Afrique et le guanche des îles Canaries sont éteints depuis des siècles. L'apparement avec le sémitique (hébreu, araméen, arabe, etc.) au sein de la famille « hamito-sémitique » demeure une hypothèse vraisemblable mais qui nécessite de plus amples investigations.

On ne peut être en tout cas que surpris de la longévité du berbère si l'on songe au sort de langues autrement plus puissantes, notamment l'égyptien ancien de Ramsès, l'akkadien de Hammourabi ou le punique de Hannon. Sa vitalité repose sur son autonomie structurale par rapport aux langues avec lesquelles le berbère est en présence, la variété de ses fonctions sociales, la masse démographique de ses locuteurs et l'attachement à leur culture des communautés qui l'investissent d'une valeur symbolique clé.

La situation a cependant radicalement changé depuis la naissance en Afrique du Nord des États-nations épigones du modèle jacobin centralisateur, dont la structure est fondée sur le centralisme selon l'équation : une nation = un État = une langue. Menacé par le statut de langue minorée qui lui a été assigné par les États aussi bien au Maghreb qu'en Europe, exclu des institutions, notamment de l'école, des médias et de l'administration, le berbère semble à beaucoup d'observateurs faire partie des langues candidates à l'extinction dans le courant de la première moitié du IIIe millénaire. Une faiblesse de cette langue réside dans son éparpillement en un ensemble de dialectes hétérogènes, ce qui entrave la communication entre les locuteurs appartenant à des aires éloignées. Ces divergences concernent néanmoins essentiellement la phonétique et le lexique (*akal, achal, achar, char, chapour* « sol, terre » ; *aksum, tifiya, issan* pour « viande »). Et la diversité des dialectes n'entame pas la charpente profonde de la langue, qui demeure homogène dans ses structures de base.

Autre faiblesse, le plus souvent le berbère est pratiqué en situation de diglossie avec les autres langues en présence. Ayant comme domaines privilégiés le foyer, le groupe et le terroir qui lui sont propres, il se trouve naturellement exclu des domaines plus larges et plus marqués par l'urbanité. Paradoxalement, ce serait sa marginalité qui aurait jusqu'ici assuré sa préservation. Mais dans le contexte actuel qui voit la circulation des hommes, des marchandises, des langues et des cultures, le berbère se trouve en situation de compétition avec des langues plus puissantes. Les berbérophones sont assujettis à un intense processus d'acculturation et de perte de leur langue maternelle.

Les études effectuées sur le terrain, notamment au Maroc et en Algérie, mais aussi en Europe occidentale, surtout en France, en Belgique et aux Pays-Bas, montrent que l'usage du berbère s'amenuise avec les générations. La première génération migrante pratique la diglossie supplémentaire en employant surtout son idiome maternel, le recours à la langue seconde n'étant qu'un appoint. La deuxième génération emploie la

diglossie complémentaire en utilisant plus souvent la langue d'accueil que le berbère. Quant à la troisième génération, elle pratique la diglossie de substitution dans la mesure où elle n'a en règle générale qu'une connaissance passive de sa langue maternelle.

La berbèrité possède un certain nombre de propriétés anthropologiques qui caractérisent la culture aussi bien dans ses aspects symboliques (croyances, représentations, vision du monde), ses aspects immatériels (littérature, chanson, danse collective) que dans ses aspects matériels (architecture, bijoux, tapis, bois, poterie, etc.).

CONTES ET DEVINETTES

La littérature berbère est surtout orale et comprend de la prose et de la poésie. La prose est représentée par le conte, le proverbe et la devinette. La poésie est faite de pièces où les thèmes sont lyriques, religieux ou moraux. Contes et poèmes, imprégnés de la vie rurale, sont lus au cours de veillées familiales ou sur la place publique lors de danses collectives ou de récitation.

Le conte comprend plusieurs genres dont le conte merveilleux, le conte animalier, le conte hagiographique et le conte facétieux. Le héros du conte merveilleux, comme Ounamir dans la tradition chleuh et Mqidech dans la tradition kabyle, est en général un homme qui affronte une situation hostile, faite de pénurie matérielle et/ou de manque symbolique qui menacent le groupe dont il est responsable.

Il quitte son foyer pour un parcours initiatique parsemé d'embûches. Son courage lui permet de triompher des différentes épreuves auxquelles il est confronté et son retour entraîne abondance et sérénité dans le groupe. Durant l'absence de l'homme, la femme idéale est celle qui gère la maisonnée en pourvoyant à sa subsistance, veille au grain et fait preuve d'abstinence et de patience. La femme « infâme » est celle qui faillit à cette règle : elle est stigmatisée et châtiée.

La cohésion du groupe est maintenue par l'exercice d'une relative égalité entre les pairs. Le personnage qui détient le pouvoir a une autorité correctrice au sein de la collectivité dont il est, avant tout, le défenseur vis-à-vis du danger externe et le modérateur des tensions internes. Dans certains cas, le groupe est subjugué par le pouvoir personnel du caïd, qui met en danger l'intégrité des structures sociales et économiques rurales et s'insurge contre les valeurs traditionnelles.

Le proverbe et le dicton constituent des genres tout aussi importants. La sagesse, la philosophie et l'expérience du groupe y sont synthétisées en une formule concise : *yat s yat urd yat f yat* pour dire « une chose puis l'autre et non une chose sur l'autre » *yat tazizwit ur da tgga tamment*, « une abeille seule ne fait pas de miel » *kks as umas ad yismid*, « enlève-lui son frère pour qu'il meure ». La morale véhiculée consacre les valeurs telles que le travail, la solidarité mais aussi la ruse et la violence. Elle loue la maturité d'esprit et blâme la légèreté elle stigmatise l'inconscience, incite à la modestie et exhorte à la dignité dans l'adversité.

La devinette est quant à elle une forme poétique qui prend l'apparence d'un jeu du genre « question-réponse » : « *beaucoup de lumière et point de chemin* » : le couscoussier « *il marche à droite, il marche à gauche, il ne porte pas d'habit, il ne souffre pas du froid, il ne souffre pas de la chaleur* » : l'ombre.

Il existe aussi des exemples de dramaturgie orale. Les personnages classiques du

théâtre populaire sont le paysan niais émigré en ville, le citadin roublard, l'époux naïf, l'épouse dominatrice, etc. Les interprètes se limitent à deux personnages le plus souvent un seul acteur joue tous les rôles. Ce théâtre plonge ses racines dans la vie populaire. Les tableaux qu'il met en scène traduisent les différents aspects du quotidien au village avec ses tensions, l'exode rural avec les espoirs et les désillusions qui l'accompagnent.

La poésie représente le genre le plus important et le plus prisé. Elle se déclame d'ordinaire sur de la musique. De grands noms se sont illustrés dans ce genre, comme la chanteuse Taos Amrouche (1913-1976) et Slimane Azem (1918-1983) dans le domaine kabyle. Traditionnellement, le poète-chanteur se déplace dans les tribus appartenant à la même aire culturelle que lui. Il est devenu de nos jours un poète-interprète professionnel, le plus souvent installé en ville où il enregistre sa production et répond à une demande importante (Lhaj Belaïd dans la tradition chleuh, Hammou Oulyazid dans la tradition du Maroc central).

L'anchad est plutôt poète que chanteur. Il récite de longs poèmes dont les thèmes majeurs sont religieux, moraux et sociaux. *L'amarir* est exclusivement poète, il se manifeste lors des cérémonies villageoises ses réalisations se limitent à quelques vers qu'il scande et que les participants à la danse collective reprennent en chœur. *L'anddam* est un poète au statut prestigieux. Les poèmes qu'il récite durant les rencontres entre villages et tribus ont un impact considérable sur l'auditoire. Les *inddamn* s'affrontent généralement en joutes poétiques devant un public nombreux et passionné, les plus connus sont Ajemmaâ, Yahia et Abed Outata.

Les expressions de la culture matérielle berbère comprennent le tapis, le bijou, la poterie, le bois, le costume et l'architecture en pisé ou terre crue. Cet art rural est utilitaire, symbolique, abstrait et collectif. C'est un art-artisanat dans lequel les préoccupations esthétiques sont présentes durant tout le processus de création. L'artiste-artisan ne fait pas de distinction entre matières riches et matières pauvres, bien plus, la pauvreté de la matière (tissu fruste, terre cuite) est compensée par la richesse des formes et des couleurs.

DES SYMBOLES UNIVERSELS

À des objets de dimensions réduites, l'artiste rural arrive à intégrer les images et les symboles universels comme la Grande Déesse, le Centre du monde, etc. Cet art a un caractère abstrait non figuratif, les formes géométriques y évoquent les représentations profondes de la société rurale (symbolique de l'eau, de la femme procréatrice, de l'union, etc.).

La dimension esthétique et symbolique de l'art berbère, préservée depuis le Néolithique en dépit des diverses occupations, est en passe de succomber face à la production marchande des objets en série. D'où l'intérêt d'une prise de conscience de la nécessité de sauvegarder et de promouvoir ses trésors menacés par ailleurs par la pratique du trafic illicite.

La littérature aussi subit des mutations importantes. Poésie orale, contes « merveilleux », fables et légendes ont beaucoup perdu de leur vitalité. En ville et même dans les centres ruraux, cette littérature tombe en désuétude sous l'action d'autres formes de récit et de types poétiques qui y ont pénétré par le canal de la radio, de la télévision, du livre et de l'école.

La poésie résiste davantage car elle intègre mieux les motifs de la vie moderne. Depuis quelques décennies, des créateurs berbérophones formés à l'école arabe et/ou française choisissent de s'affirmer dans leur langue maternelle en empruntant la voie de l'écriture moderne. La poésie, tout en étant d'inspiration rurale par sa thématique, s'écarte de la poésie traditionnelle par les thèmes de la critique sociale comme la liberté, l'identité ou l'amour.

La chanson connaît également un renouvellement certain. L'ère des poètes-chanteurs-troubadours semble révolue. Ce sont à présent des professionnels dont les troupes sont installées dans les grandes villes, surtout à Casablanca, à Alger, ou à Paris où il existe une forte demande et des studios d'enregistrement. Cependant, les chanteurs traditionnels marquent le pas devant les groupes formés de jeunes talents, inspirés d'Idir, de Ammouri, de Jamal Allam, d'Izenzaren, de Rouicha, etc. La particularité des « groupes » est d'allier la tradition à la modernité aussi bien dans l'instrumentation que dans le répertoire.

La démographie représente une clé importante pour comprendre la situation actuelle des Berbères. En effet, les pays du Maghreb sont impliqués, comme beaucoup d'autres, dans une révolution démographique inédite, caractérisée par un accroissement qui s'essouffle et par le vieillissement de la population. Depuis les années 2000, la transition démographique s'accompagne du processus d'urbanisation aggravé par l'exode rural qui provoque le brassage des populations des différentes régions arabophones et berbérophones.

Le berbère a longtemps résisté à l'assimilation linguistique et culturelle en raison de son enclavement dans des espaces protégés : la montagne et le désert. Aujourd'hui, ces espaces sont moins viables sur le plan économique et sont abandonnés, les migrants berbères sont alors intégrés dans l'espace national et soumis à la langue et à la culture arabes ou aux langues et cultures des pays d'accueil en Europe. Même dans les villes traditionnellement berbérophones comme Agadir, Nador, Errachidia au Maroc Alger, Béjaïa, Batna et Ghardaïa en Algérie, l'usage du berbère tend à baisser.

Depuis le XXe siècle, les forces vives issues des communautés berbères n'ont d'autre choix que de migrer vers les centres urbains les plus importants du Maghreb. Poussés par la crise de l'économie rurale, d'autres vont dans les pays d'Europe occidentale. Dans les décennies 1950-1980, cette émigration a notamment concerné les Kabyles qui s'installent en France, les Chleuhs en France et en Belgique, et les Rifains en Espagne, en Belgique, aux Pays-Bas et en Allemagne. Le choix forcé de l'émigration constitue lui aussi une menace pour la survie de la langue et de la culture berbères, qui se retrouvent en compétition avec d'autres langues et cultures plus fortes.

La question berbère n'est pas une question fortuite, encore moins un « faux problème » pour les pays du Maghreb. La berbérité participe du patrimoine anthropologique de l'humanité. La culture berbère structure l'inconscient collectif et fonde la personnalité culturelle des communautés. Elle est présente de façon manifeste ou latente dans le langage et dans les comportements affectifs et sociaux. Elle est omniprésente dans l'espace par la toponymie (Taourirt, Ajdir, Tizi) et dans l'imaginaire collectif à travers la tradition orale.

Cependant la culture berbère connaît une situation inédite qui la place devant des défis considérables. Sur le plan politique, le pouvoir central colonial et le pouvoir postcolonial ont souvent exercé un contrôle strict sur les régions berbérophones quadrillées par les

forces de sécurité la libre circulation y était soumise à de sévères restrictions. De fait, les régions berbérophones sont considérées comme des lieux d'opposition au pouvoir central, notamment la Kabylie, le Rif, l'Atlas et le Souss.

Aujourd'hui, parallèlement aux organisations traditionnellement considérées comme berbéristes (*le Front des forces socialistes, le Rassemblement pour la culture et la démocratie en Algérie, et le Mouvement populaire au Maroc*), la mouvance culturelle berbériste tente de se constituer en mouvement politique pour faire aboutir ses revendications culturelles, linguistiques et sociales.

On assiste également depuis la dernière décennie du XXe siècle à l'internationalisation de la question berbère à travers la création d'organisations comme le Congrès mondial amazigh (CMA) qui voudrait fédérer les différentes sensibilités nationales, politiques et associatives du monde berbère. Dans le cadre du programme de l'ONU relatif à la Décennie internationale des peuples autochtones (1995-2004), certains organismes mondiaux sont sollicités, notamment la Commission des peuples autochtones et le Centre international des droits humains et du développement de la démocratie.

UNE COMMUNAUTÉ IMAGINÉE

C'est la jeunesse berbérophone, particulièrement touchée par le chômage, qui s'érige en fer de lance de la mouvance culturelle berbère, ce qui donne une dimension sociale à la revendication. En effet, les régions berbérophones sont parmi les plus pauvres du Maghreb. Les ressources agricoles sont marquées du sceau de la précarité caractérisée par la sécheresse endémique, l'infertilité des sols, l'exiguïté et le morcellement de la propriété foncière. Au Maroc, la dépendance économique des Berbères est un fait tellement saillant que le pays berbère a été dénommé le « Maroc inutile ». De nos jours, la situation a empiré. En effet, la crise des économies nationales et les restrictions draconiennes imposées à l'immigration par les pays d'Europe occidentale suscitent un marasme social sans précédent.

Sur le plan culturel, le discours berbériste s'appuie sur les notions de « peuple berbère », « peuple autochtone », « nation berbère », « Berbérie » (appelée de nos jours *Tamazgha*). La berbérité est conçue comme un fait transnational, qui concerne aussi bien les communautés berbérophones du Maghreb que celles de la diaspora. La nation berbère acquiert ainsi, à l'instar de toute nation, le sens d'une communauté imaginée fondée sur le principe d'homogénéité du peuple, du système politique et du territoire. Car, dans les faits, cette nation apparaît bien déterritorialisée et polycentrique et ne peut reposer sur une présumée homogénéité. Elle procède d'une approche volontariste qui occulte les effets des contingences politiques nationales et des réalités linguistiques et culturelles locales.

Le développement de la langue et de la culture berbères a été longtemps le fait d'initiatives associatives ou individuelles en l'absence d'un soutien institutionnel effectif. Or on conçoit malaisément la possibilité d'une réelle avancée en l'absence d'une volonté politique centrale affirmée. Le berbère est confronté à des forces qui ont visé à le confiner dans le statut de langue-culture minorée. Le « berbérisme » a surtout beaucoup été considéré comme une affaire relevant du passéisme, sinon du tribalisme. Mais suite à la mobilisation de la mouvance berbériste lors du Printemps berbère durant les années 1980 et 1990, les États marocain et algérien ont adopté une position plus souple. C'est ainsi qu'en Algérie l'État a créé en 1995 le Haut-Commissariat à l'amazighité (HCA) dédié au soutien de l'enseignement de l'amazigh et de son intégration dans les médias,

et qu'en 2016 un amendement constitutionnel a stipulé que le tamazight est langue nationale et officielle.

UNE QUÊTE DE L'IDENTITÉ

La même évolution a été enregistrée au Maroc, où suite aux revendications du Mouvement culturel amazigh, le roi Mohammed VI a reconnu en 2001 les droits culturels et linguistiques berbères en créant l'Institut royal de la culture amazighe (Ircam), puis en lançant l'enseignement du berbère (2003), en approuvant le choix de l'alphabet tifinagh (2004) et en inaugurant la chaîne de télévision Tamazight TV (2010). Depuis juillet 2011, la nouvelle Constitution reconnaît le berbère en tant que langue officielle au côté de l'arabe. La mise en œuvre du caractère officiel du berbère est cependant soumise à la promulgation de lois organiques spécifiques.

L'Ircam procède à la standardisation progressive de la langue berbère en partant des données des dialectes régionaux et en enrichissant le vocabulaire par la néologie lexicale. Les résultats obtenus ont notamment abouti à la codification de la graphie tifinaghe par la réduction des formes divergentes et la conception d'un alphabet standard. En outre, l'Ircam et le HCA ont produit des ouvrages de référence, notamment des grammaires et des lexiques spécialisés. L'implantation de la langue standard se fait pas à pas dans l'enseignement (primaire et universitaire), les médias (radio et TV), la production culturelle (littérature écrite, théâtre, cinéma) et les pratiques sociales.

Dans les pays d'Europe où existent des communautés berbérophones, une place est accordée au berbère dans l'enseignement universitaire. En France, où réside la plus forte communauté berbérophone d'Europe, la langue est enseignée à l'Inalco et le berbère est reconnu comme « langue de France », sans pour autant être intégré dans l'enseignement secondaire, à l'exception de l'épreuve facultative de berbère au baccalauréat.

Les Berbères sont à la recherche de leur identité comme le sont d'autres communautés à travers le monde. Cette question s'inscrit dans un contexte global marqué par un climat d'inquiétude quant au devenir de la diversité des cultures, des langues et des identités du monde. La mobilisation des différents fondements de l'identité amazighe prend sa source dans le passé, dans la réalité culturelle actuelle et dans le droit international. Le défi consiste à gérer la dichotomie entre universalité et spécificités dans le cadre de la reconnaissance et de la garantie des droits humains, des droits civils, économiques et sociaux, des droits culturels et linguistiques. La durabilité de l'identité, de la langue et de la culture berbères représente l'un des enjeux de l'évolution contemporaine des sociétés maghrébines et sahéliennes.

Extrait de « L'identité berbère, de l'effacement à la réappropriation »

Sarah Diffalah, L'Obs (site web), 2 janvier 2023

La scène, filmée au smartphone lors de la Coupe du Monde de football au Qatar, se passe quelques minutes avant le début du match Maroc-Croatie, le 23 novembre. Des supporters marocains sont bloqués par un agent de sécurité à l'entrée du stade Al-Bayt, à Al-Khor. La raison ? Le drapeau tricolore bleu, vert, jaune, frappé d'un sigle rouge, qu'ils ont en main. L'objet du délit est confisqué. L'incompréhension règne. L'agent, pas très sûr de lui, pense-t-il qu'il s'agit de la bannière arc-en-ciel LGBT + bannière des tribunes et des pelouses ?

« Mais c'est un drapeau amazigh ! Je le jure ! », proteste en arabe un des supporters. Ce jour-là, le drapeau a finalement été autorisé. Comme à chaque match que les Lions de l'Atlas ont disputé, cet étendard, emblème des populations berbères (ou amazighs) d'Afrique du Nord, a été déployé crânement dans le public. Des joueurs l'ont également porté à la fin des rencontres.

La sélection marocaine, qui a réalisé la prouesse historique de devenir la première équipe du continent africain à atteindre une demi-finale d'un Mondial, a été célébrée comme une nation africaine, arabe, mais aussi berbère. Elle a fait entrer dans les stades du petit émirat du Golfe et sur les écrans de la planète cette identité, longtemps occultée, mais présente au cœur du bassin méditerranéen depuis la plus haute Antiquité.

Loin des projecteurs, le drapeau amazigh qui porte en rouge la lettre Z de l'alphabet tifinagh (un trait vertical coupé de deux arcs inversés) est régulièrement exhibé dans les rues nord-africaines. On l'a vu en Algérie, lors du « hirak », le soulèvement populaire de 2019-2021, où l'agiter pouvait pourtant coûter la prison. En octobre 2016, il a été brandi au Maroc, dans le Rif, la principale région berbère, pendant les marches de protestation organisées après la mort d'un vendeur de poisson écrasé dans une benne à ordures. Les insurgés libyens l'ont eux aussi fait claquer au vent à bord des pick-up récupérés à l'armée de Mouammar Kadhafi, lors du « printemps arabe » de 2011.

Partout, les trois couleurs qui représentent la mer, les montagnes boisées et le désert des paysages d'Afrique du Nord ont été le symbole d'une résistance lourde de frustrations sociales. Une résistance plurimillénaire incarnée par des héros et des héroïnes tels que les souverains Massinissa, Jugurtha, La Kahina, la cheffe de guerre Lalla Fatma N'Soumer ou encore le chanteur kabyle Matoub Lounès. Une résistance souvent écrasée mais parfois triomphante.

Le 12 janvier, le Nouvel An berbère, Yennayer, sera célébré. Pour les Imazighen (« les hommes libres »), c'est l'occasion d'échanges de vœux (on se souhaite « Assegwas ameggaz ») et de réjouissances culinaires. Les plus attachés aux traditions s'adonnent à des rites mystérieux pour accueillir les bons esprits et se protéger du mauvais sort. Inscrit à l'inventaire du patrimoine culturel immatériel depuis 2020, Yennayer est également fêté dans plusieurs villes en France sous l'impulsion de nombreuses associations franco-berbères.

Cette date correspond au premier jour du calendrier julien basé sur le cycle solaire, proche du cycle des saisons agricoles, utilisé dans la Rome antique. Cette célébration, qui marquera le passage à l'année 2973, est néanmoins une création récente. Elle sort de l'esprit d'un militant berbère qui, en 1984, cherchait un fait historique pour en faire le point zéro du calendrier berbère, un équivalent de la naissance du Christ pour les chrétiens ou de l'exil du prophète Mahomet vers Médine pour les musulmans. Le 12 janvier commémore donc l'accession au trône d'Égypte, vers 950 avant notre ère, du roi libyque Sheshonq I auquel on prête de vagues origines berbères. Ce général, parmi les plus puissants de l'Égypte pharaonique et dont le nom est gravé sur le Grand Sphinx du musée du Louvre, est le fondateur de la XXII^e dynastie qui régna deux siècles durant.

Panarabisme

Au-delà de l'aspect festif, cette célébration à caractère laïc est aussi l'occasion d'exprimer une forme de revendication identitaire qui passe par la culture, les traditions et la langue

pour une trentaine de millions de berbérophones dans le monde. Obtenue après des décennies de lutte contre le pouvoir, le Nouvel An berbère est depuis 2018 une fête nationale chômée et payée en Algérie, qui compte 10 millions de berbérophones, environ un quart de la population. La majorité vit en Kabylie, à l'Est de la capitale Alger. Au Maroc, où plus de la moitié de la population revendique un héritage amazigh, de nombreuses voix réclament de rendre férié ce jour du Nouvel An dans le royaume - ceux des calendriers musulman et grégorien le sont déjà.

Les Berbères, qui occupaient jadis un vaste territoire allant de la vallée du Nil aux îles Canaries, ont une place à part au Maghreb. Minoritaires et longtemps marginalisés, ces populations originelles ont été soumises à la domination depuis la nuit des temps, de Carthage et Rome jusqu'à la colonisation française en passant par la conquête arabe du VII^e siècle et l'Empire ottoman. Au prix d'une lutte constante, et malgré l'arabisation progressive de l'Afrique du Nord, leur culture, transmise oralement, a survécu à travers les siècles.

Paradoxalement, les décolonisations n'ont pas favorisé l'émergence de la spécificité berbère. Elles ont marqué, au contraire, son effacement du champ social et culturel. Dès les lendemains de la Seconde Guerre mondiale, les pays nord-africains ont demandé l'aide des nations du Moyen-Orient contre le colonialisme français et enterré les aspirations de pluralisme linguistique. « Le prix à payer exigé par l'Égypte et la Ligue arabe pour les assister politiquement, idéologiquement et militairement a consisté à ce qu'ils se placent sous la bannière du nationalisme arabe », écrit Pierre Vermeren, historien spécialiste du Maghreb, dans l'ouvrage collectif qu'il a dirigé « Comment peut-on être Berbère ? Amnésie, renaissance, soulèvements » (Editions Riveneuve, 2022).

D'autre part, les dirigeants nationalistes des nouveaux États ont adopté la conception jacobine de l'unité nationale telle qu'elle a été élaborée en Europe. L'Algérie indépendante en 1962 ne reconnaît ainsi que l'identité arabo-islamique et fait de l'arabe la seule langue nationale et officielle. « Nous sommes des Arabes, des Arabes, 10 millions d'Arabes. [...] Il n'y a d'avenir pour ce pays que dans l'arabisme », avait clamé dans sa première allocution publique en 1963 Ahmed Ben Bella, le jeune président de la République algérienne.

La pluralité ethnique et la diversité linguistique sont alors considérées comme des facteurs de division qui menacent l'unité de la nation dont la construction devait reposer sur le socle arabo-islamique. Toute référence à la berbérité était tenue pour un instrument de déstabilisation au service de l'étranger et du néocolonialisme. Certains iront même jusqu'à affirmer que la « question berbère » n'est qu'une fabrication du colonialisme. Aux yeux de certains nationalistes, les berbérophones deviennent très vite illégitimes, suspects, voire considérés comme d'anciens auxiliaires des colons. Un système autoritaire panarabe s'instaure autour d'Ahmed Ben Bella, puis de son successeur Houari Boumediène (1965-1978), contesté par de rares partisans d'un État démocratique garant du pluralisme politique, culturel et linguistique, tel Hocine Aït Ahmed, l'un des chefs historiques de l'indépendance (décédé en 2015). Les pouvoirs successifs vont amplifier l'arabisation et produire, notamment par le biais de l'école, une forme d'exclusion des minorités berbères installées dans les zones les plus périphériques. Tout comme le colonisateur français avant lui, l'État délaisse ces territoires en matière d'infrastructures, d'éducation et de santé.

Cette arabisation, analyse Pierre Vermeren, a de plus été « amplifiée dans les années 1970 par la "réislamisation" des habitants d'Afrique du Nord, soutenue et financée par

les fondamentalistes à la tête des monarchies du Golfe, soudainement enrichies par le pétrole, et par un salafisme devenu endogène dans ces sociétés, à rebours de leurs propres traditions religieuses ».

« Printemps noir »

Il faudra de nombreuses manifestations et grèves générales en Kabylie, et notamment le « printemps berbère » en avril 1980 qui aura des échos au Maroc, pour qu'un Haut Commissariat à l'Amazighité (HCA) soit créé en 1995. Puis la violente répression militaire du « printemps noir » en Kabylie qui fit 126 morts en 2001, pour que le berbère (et ses variants, tels le kabyle de Kabylie, le chaoui des Aurès ou le mozabite du M'zab) soit reconnu langue nationale en 2002, puis langue officielle au même titre que l'arabe en 2016.

À la suite de ces événements, au Maroc, le roi Mohammed VI ouvre lui aussi en 2011 la voie à la reconnaissance de la langue berbère, ce que son père avait toujours refusé. L'alphabet tfinagh est désormais utilisé dans les documents administratifs, dans l'enseignement et sur les bâtiments publics, en plus de l'arabe et du français.

En Libye, où les Berbères sont évalués à environ 10 % de la population totale (originaires notamment des montagnes Nefoussa), il a fallu attendre la mort de Mouammar Kadhafi - dont l'idéologie panarabe assimilait, là encore, la revendication berbère à une conspiration d'agents du colonialisme -, pour que cette identité s'impose, après des décennies de persécutions visant à l'éradiquer. Ainsi, la langue berbère était prohibée, les parents avaient interdiction de donner un nom berbère à leurs enfants. Le simple fait de parler la langue ou de brandir le drapeau pouvait entraîner la torture, la prison ou l'exécution. C'est donc tout naturellement que le combat pour la langue berbère va s'inscrire dans la lutte générale pour les libertés démocratiques. Il sera relancé par le « printemps arabe » de 2011 qui, en Libye, mais aussi en Tunisie, entrouvrira la porte à une prise de conscience politique et culturelle d'une identité refoulée.



En hiver les femmes du village n'ont pas beaucoup de travail dans les champs. C'est l'occasion pour elles de se rassembler après avoir accompli leurs tâches quotidiennes. Imilchil, Haut Atlas, Maroc le 4 janvier 2016.

Le « réveil berbère » : l'exemple de l'Algérie

Chronologie du mouvement amazigh en Algérie depuis l'indépendance

1962 : Indépendance du pays. Les textes fondamentaux de la nouvelle République occultent la dimension berbère.

1963 : Insurrection armée en Kabylie. Les maquis du Front des forces socialistes (FFS) de Hocine Aït Ahmed sont considérés comme une tentative sécessionniste.

1965 : Coup d'Etat militaire. Le Conseil de la révolution est essentiellement composé de Berbères, mais l'Algérie demeure arabo-islamique et la « propagande berbériste » est réprimée.

1980 : Début du Printemps berbère en mars. A la suite de l'interdiction d'une conférence de Mouloud Mammeri, l'université de Tizi Ouzou puis celle d'Alger s'embrasent. La revendication culturelle fédère tous les opposants au régime, à l'exception des islamistes.

1987 : Timide ouverture vers le mouvement associatif. Naissance du Mouvement culturel berbère (MCB).

1989 : Introduction du multipartisme. Naissance du Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD, de Saïd Sadi). Le MCB implose, et les rivalités entre RCD et FFS s'exacerbent.

1994 : Grève du cartable largement suivie dans toutes les régions berbérophones. Pour la première fois, un président algérien, Liamine Zeroual, affirme : « Nous sommes tous amazighes. »

1995 : Création du Haut-commissariat à l'amazighité et introduction progressive de l'enseignement du tamazight.

2001 : Second Printemps berbère après la mort d'un jeune lycéen, Massinissa Guermah, dans les locaux d'une gendarmerie. Les manifestations durent plusieurs semaines, au cours desquelles des tirs de gendarmes et de policiers font 126 morts parmi les jeunes kabyles. Les Arouch, comités de villages, entrent sur la scène politique en organisant une manifestation qui a réuni plus de 1 million de personnes à Alger, le 14 juin.

2002 : Premières négociations entre les Arouch et le gouvernement. Révision de la Constitution et reconnaissance du tamazight comme une langue nationale.

2009 : Création de la première chaîne de télévision tamazight.

2016 : Constitutionnalisation de la langue qui devient nationale et officielle.

2018 : Yennayer (Nouvel An berbère) célébré officiellement.

2019 : Révolution du sourire ou « Hirak », mouvement de manifestations contre un cinquième mandat du président Bouteflika. Les Kabyles en sont partie prenante active. Le port de l'emblème amazigh est interdit. Tout porteur de drapeau berbère est assimilé à des séparatistes kabyles conspirant contre l'intégrité du pays. Dans les rues de la capitale, où les marches sont les plus imposantes et où l'étendard berbère est souvent

brandi comme un signe de rébellion ou un symbole d'appartenance à l'Afrique du Nord, des dizaines de manifestants sont arrêtés.

Sources :

- *Les Berbères en Algérie : chronologie*, Cherif Ouazani, publié le 25 novembre 2009.
- *En Algérie, en pleine répression, « la peur fait son grand retour »*, Le Monde, Frédéric Bobin et Madjid Zerrouky, 11 février 2023.
- *En Algérie, réprimer le Hirak passe par la stigmatisation de la Kabylie*, La Croix, Amine Kadi, 22 septembre 2021.

Article « 1980-2001 : les printemps berbères »

Karima Dirèche, *L'Histoire*. Les collections, n° 78, janvier 2018,

Les grandes révoltes qui ont secoué en 2011 les pays du sud de la Méditerranée ont mis au centre des revendications la question de la pluralité ethnique et linguistique des sociétés maghrébines. Du Maroc à la Libye, les peuples maghrébins se redécouvrent berbères. La revendication sociale de l'héritage historique de la berbérité (oublié ou malmené par les régimes politiques déchus et contestés) joue, ainsi, sa partition dans le concert de la contestation politique. Elle est l'expression, depuis les indépendances, d'une histoire de déni et de marginalisation de la part des États maghrébins.

Quelles que soient les formes qu'il revêt, le militantisme berbère a évolué vers une politisation croissante. C'est dans les années 1960 et 1970 que la réflexion sur l'identité berbère s'est conceptualisée en termes politiques et en luttes militantes contre un arabo-islamisme d'État et en opposition à des campagnes d'arabisation refoulant, aux marges et dans l'espace domestique et privé, la langue berbère tout en lui niant une reconnaissance officielle.

ACTIVISME POLITIQUE EN FRANCE

Une partie de ce travail d'affirmation politique et identitaire s'est effectuée en France dans le cadre de l'émigration algérienne et kabyle principalement. Échappant ainsi à la surveillance policière et au contrôle, militants, opposants politiques, étudiants algériens et marocains ont œuvré à la promotion et à la valorisation de la langue et de la culture berbères. De nombreux travaux en linguistique et en histoire, des recherches sur l'ancien alphabet libyco-berbère (transformé en alphabet tifinagh) participent à l'émergence d'un champ fécond des études berbères qui sera également un espace d'activisme politique. Ainsi, en 1966, Mohand Arab Bessaoud fonde à Paris l'Académie berbère, lieu d'échanges et de recherches culturelles.

C'est au Maroc et en Algérie que la revendication identitaire est la mieux organisée car disposant d'une base sociale forte de plus de 25 millions de berbérophones. La question berbère ne se pose pas de la même façon selon les pays et n'agit pas non plus selon des modalités d'action similaires à l'échelle même des groupes berbérophones.

En Algérie, les Kabyles sont sans aucun doute les plus offensifs dans la revendication culturelle et linguistique par rapport aux Chaouis des Aurès ou aux Mozabites des oasis présahariennes. Une configuration unique produite par une histoire coloniale qui a fait de la Kabylie une région soumise à une forte acculturation inspirée par le modèle laïque

français. Celui-ci a contribué à produire ainsi précocement des élites francophones en confrontation sporadique avec les autorités d'État.

Pareillement, les luttes militantes menées par les Rifains du nord du Maroc, influencées par leurs spécificités historiques et politiques, ne relèvent pas des mêmes représentations politiques que les Berbères du Souss ou du Moyen Atlas (cf. p. 75).

LE BERCEAU DE LA CONTESTATION

C'est en 1980 que la « question » berbère émerge dans le champ politique algérien sous l'appellation de « printemps berbère » (*Tafsut Imazighen*). Le 10 mars 1980, Mouloud Mammeri, écrivain et universitaire kabyle d'expression francophone, ne peut prononcer sa conférence sur la poésie traditionnelle berbère après l'interdiction du préfet de Tizi Ouzou. Cette décision déclenche une grève sans précédent de la part des étudiants, qui occupent le centre universitaire de la ville, où devait se tenir le discours.

La grève est violemment brisée par les forces de sécurité qui avaient investi les locaux du campus. La mobilisation des étudiants s'est alors étendue par un mouvement de grève générale et le ralliement de l'ensemble de la Kabylie. L'état d'urgence fut décrété immédiatement et les opérations militaires se sont multipliées, quatre jours d'affrontements violents entre la population et l'armée ont fait 32 victimes et des centaines d'arrestations.

Les « événements » de Kabylie sont considérés aujourd'hui par les historiens et les politistes comme le premier grand mouvement de contestation sociale et politique qui a secoué, dans ses fondements, l'État algérien depuis son indépendance en 1962. Pour la première fois, les revendications des droits identitaires et linguistiques sont posées publiquement. Et la confrontation brutale des Kabyles avec les pratiques répressives de l'armée algérienne a mis en lumière les méthodes d'un État autoritaire dirigé par une oligarchie militaire et un parti unique, le FLN. Un État liberticide qui a fait de la Sécurité militaire l'institution la plus redoutée des Algériens tant elle a porté, durant des décennies, des atteintes graves à leurs libertés et droits fondamentaux.

La revendication culturelle et linguistique de 1980 a ouvert la brèche, pour la première fois, à la contestation politique publique en dénonçant la corruption du pouvoir d'État, les inégalités sociales, l'absence de libertés syndicales. Elle débouche également sur la structuration du MCB (Mouvement culturel berbère) et favorise la fondation de la Ligue algérienne pour la défense des droits de l'homme et du Comité national contre la torture.

Ces avancées feront dire aux acteurs des émeutes de 1980 que le premier printemps arabe a d'abord été berbère. Et que son destin aurait été plus favorable si les réseaux sociaux avaient existé à cette époque.

Les années 1989 et 1990 sont marquées par une montée en puissance des mouvements berbéristes (favorisés par la loi algérienne de 1989 sur la liberté associative) dont le discours revendicatif de défense de la langue et de la culture bénéficie d'une réceptivité considérable auprès des populations berbérophones. Pour autant, leur marge de manœuvre est très limitée car ces mouvements sont en confrontation permanente avec les autorités policières et la législation répressive. Il faut attendre les années 1990 pour voir émerger des actions étatiques de reconnaissance et de normalisation.

L'Algérie demeure, avec la Kabylie, le berceau de la contestation militante au Maghreb et les actions menées y sont spectaculaires. Ainsi, le boycott scolaire et universitaire

de la rentrée de 1994, en Kabylie, est décidé par la coordination nationale du MCB dans une action frontale avec l'État algérien. L'enjeu est d'imposer l'apprentissage de la langue berbère du primaire à l'enseignement supérieur. Ce mot d'ordre s'accompagne d'une grève générale qui paralyse la Kabylie en septembre 1994.

Qualifiée par la suite de « grève du cartable », cette action de mobilisation populaire demeure unique dans l'histoire de la contestation algérienne. Elle a mobilisé, durant toute une année scolaire (1994-1995), écoliers, collégiens, lycéens et étudiants, qui ne se sont rendus ni aux cours ni aux examens nationaux. Surtout, la « grève du cartable » s'est déroulée dans un contexte national dramatique : la « décennie noire », formule euphémisée pour désigner le conflit meurtrier qui opposa l'État algérien à différents groupes armés islamistes.

Cette action, spectaculaire, a débouché à la fois sur la création, en 1995, d'une institution académique d'État chargée de valoriser et de promouvoir la langue berbère, le Haut-Commissariat à l'amazighité (HCA), sur l'introduction officielle de l'enseignement (optionnel et facultatif) du berbère dans les régions berbérophones et surtout sur la reconnaissance, par la Constitution de 1996, de la berbéricité comme une des trois composantes (avec l'arabité et l'islamité) de l'identité algérienne.

De la même façon et encore en Kabylie, le « printemps noir » d'avril 2001, désigné également sous l'appellation mouvement « des Arouch » (des tribus), est marqué par une contestation populaire ambitieuse et originale par sa mobilisation des villages et des tribus.

C'est la mort d'un jeune lycéen de 17 ans, dans les locaux de la brigade de gendarmerie d'une petite ville de Kabylie, qui a embrasé la région. Les émeutes qui suivirent se soldèrent par une centaine de victimes et des milliers de blessés. Là encore, il est nécessaire de souligner l'extraordinaire pouvoir de mobilisation populaire du militantisme kabyle. Ainsi, la marche protestataire du 14 juin 2001, qui s'élançait de la Kabylie vers Alger (plus de 100 km), avait rassemblé plus de deux millions de personnes.

Mais son ancrage régional et son discours identitaire cristallisé sur la langue berbère ainsi que la stratégie de « pourrissement » adoptée par l'État algérien enferment rapidement le mouvement dans une lecture ethnicisée de la contestation sociale. Ce mouvement qui a neutralisé pendant près de cinq ans dans la région kabyle toutes les représentations étatiques du pouvoir (notamment celles de la police et de l'armée) a débouché en 2016 sur la reconnaissance constitutionnelle du berbère en tant que langue officielle avec l'arabe.

L'idée d'un Maghreb exclusivement arabe semble bien appartenir définitivement au passé et les printemps dits « arabes » qui ont secoué brutalement le socle des régimes autoritaires du nord de l'Afrique ont fait tourner une page historique où les référentiels nationaliste et arabiste sont réinterrogés à l'aune d'une vision plurielle des sociétés maghrébines.

Cependant la revendication linguistique et culturelle berbère, telle qu'elle est exprimée dans les sociétés maghrébines contemporaines, peut-elle s'ancrer dans une conception juridique et politique de la pluralité de la nation ? C'est l'un des grands défis des transitions démocratiques dans lesquelles se sont engagés, avec des modalités diverses, les États maghrébins.

Article « Contre le Hirak, le pouvoir algérien stigmatise la Kabylie »

Amine Kadi, La Croix, 22 septembre 2021

La pression contre les Kabyles s'est accentuée en Algérie, où le pouvoir affiche sa détermination à éteindre le dernier foyer actif du mouvement contestataire, quitte à user de théories complotistes.

Un ralentissement de plus d'un kilomètre s'est formé sur l'autoroute reliant la ville côtière de Béjaïa à l'axe autoroutier est-ouest. Une marche de la population d'Ait R'Zine, la commune voisine, menace ce matin-là de bloquer cet axe. Elle se tient en solidarité avec le militant Malek Boudjemaa, détenu depuis le 6 septembre. Au même moment, à Adekar, sur la route reliant Tizi Ouzou et Béjaïa, les camionneurs ont dû négocier avec un groupe de jeunes réclamant la libération d'un des leurs, interpellé par la police deux jours plus tôt, pour qu'ils ne bloquent pas la circulation...

De telles scènes se multiplient depuis des semaines en Kabylie. Le décès, vendredi 17 septembre, de l'ancien président Abdelaziz Bouteflika a ravivé la blessure du « printemps noir » de 2001 lorsque, durant des semaines d'émeutes, les tirs des gendarmes et des policiers avaient tué 126 jeunes Kabyles. L'épisode fut le point de départ du Mouvement pour l'autonomie de la Kabylie (MAK), présidé par le chanteur en exil Ferhat Mehenni, qui d'autonomiste a évolué vers l'indépendantisme, sans jamais récolter d'adhésion significative dans la région.

« Le pouvoir central ne s'est jamais repenti de ce crime, et la Kabylie n'a jamais oublié », rappelle Mourad Haddadj, témoin, il y a vingt ans, de la mort de sept jeunes à Azazga. « Ceux qui, à Alger, pensent nous paralyser en accusant tous les Kabyles d'être du MAK, prennent un risque considérable ». « L'enjeu c'est le Hirak, rien d'autre. Les accusations d'appartenance au MAK ne trompent personne », renchérit un membre du Comité national pour la libération des détenus (CNLD), inquiet de la pression qui s'accroît sur la Kabylie.

« Le pouvoir veut dire aux Algériens que le Hirak est fini, et que son dernier bastion est maté, appuie Jamal Lamdani, du mouvement Nida 22, réseau des élites militantes du Hirak. Mais il est aussi obligé de continuer à réprimer partout ailleurs car la réalité du Hirak, c'est qu'il est national. »

La machine s'est emballée le 6 avril dernier. Ce jour-là, le Haut Conseil de sécurité, qui réunit le président de la République et la hiérarchie sécuritaire, décide que les marches populaires, qui avaient repris en février 2021 après un an de pause en raison de la situation sanitaire, devaient cesser coûte que coûte. « La persistance de la contestation a surpris le président Tebboune. Afin de se doter de moyens expéditifs pour diviser et réprimer, il a suivi ses conseillers en sécurité en classant le MAK et (le mouvement islamiste) Rachad comme organisations terroristes », analyse Jamal Lamdani. Pour lui, cette décision conduit à « une impasse, plus dangereuse encore que celle de juin 2019, lorsque le port de l'emblème amazigh avait été criminalisé. On est en pleine théorie du complot, accuse-t-il. On invente des militants du MAK, on leur colle les pires accusations ! Y compris d'avoir ordonné le lynchage de Djamel Bensmail, le 11 août, pendant les incendies. »

Une crise ouverte entre Kabyles et non-Kabyles avait en effet été évitée de justesse, quand des voix ont tenté de présenter ce lynchage d'un arabophone venu aider la

population locale, à Larba Nait Irathen, comme un acte raciste perpétré par le MAK. Le père de la victime, Nourredine Bensmail, a désamorcé ce « complot du MAK » porteur d'une vague de haine antikabyle, par ses propos fraternels et en dédouanant les Kabyles. Et, malgré le choc, le spectaculaire mouvement de solidarité des régions algériennes avec les sinistrés des incendies en Kabylie a pu se poursuivre.

Rien n'est gagné, pourtant. Dans la foulée de cette stigmatisation, un jeune baron de la drogue connu à Annaba a lancé sur YouTube un appel pour « liquider » les Kabyles. Il a été condamné à huit mois de prison ferme... Pourtant, observe Mourad Haddadj, c'est un climat semblable à celui du printemps 2001 qui s'empare de la région : « Les jeunes, dans les villages, se disent qu'on ne va pas les regarder sans rien faire nous arrêter les uns après les autres »...



Des volontaires protègent leur village des incendies. Chaque année, des centaines, parfois des milliers d'hectares de forêts, d'oliviers, d'arbres fruitiers partent en fumée dans les incendies en Kabylie. Il peut s'agir d'incendies volontaires, mais ils ne font pas l'objet d'enquêtes. Quand il y a un appel au feu, les villageois arrêtent leur travail, ferment leurs magasins, et partent éteindre le feu pour protéger leur village.

Bouzeguène, Algérie, le 22 juillet 2019.

Des situations contrastées : Touaregs et Imazighen marocains

Article « Forte comme une femme touarègue »

Hélène Claudot-Hawad, *L'Histoire*. Les collections, n°78, janvier 2018, p. 76-82

La femme occupe un rôle central dans la civilisation des Touaregs. Ce modèle a été fragilisé depuis la période coloniale. Il est aujourd'hui menacé par la pression islamiste.

Répartis entre cinq États créés dans les années 1960, les Touaregs, qu'ils soient nomades, semi-nomades ou sédentaires, sont dans la tourmente. Partout où ils habitent, au Mali, au Niger, en Libye, en Algérie ou au Burkina Faso, les mêmes menaces pèsent sur leur territoire, leurs ressources écologiques, leur mode de vie et leur économie, exigeant d'eux mobilité, solidarités suprafrentalières et échanges intercommunautaires. Les contraintes sont telles que leur survie même est en jeu.

Depuis 1990, du côté nigérien et malien, des mouvements de résistance ont émergé pour défendre leurs droits et leurs libertés fondamentales face à des États qui les ont mis aux marges. Ces fronts armés, comme ceux qui sont nés après le soulèvement du MNLA, le Mouvement national de libération de l'Azawad (le nord du Mali), en janvier 2012, se livrent actuellement à une guerre fratricide manipulée par les puissances internationales en concurrence politique et économique pour l'exploitation du sous-sol saharien riche en gaz, pétrole, uranium, terres rares et or.

Le désastre de la division interne est perçu par beaucoup de Touaregs comme le résultat d'un égarement insensé : les hommes, partis trop jeunes des campements pour travailler en Algérie dans les chantiers pétroliers ou s'enrôler en Libye dans l'armée de Kadhafi, ne savent plus écouter les femmes.

Dans le dispositif symbolique ancien des Touaregs, en effet, aucune stabilité ni prospérité de la société ne sont envisageables sans l'élément féminin. La femme est comparée au pilier central de la « maison », désignant l'abri matériel et son contenu humain, c'est-à-dire le foyer, la famille, la lignée ou la société. Sans noyau féminin, l'édifice social s'effondrerait.

Confrontés à l'hégémonie des idéologies patriarcales, comment les Touaregs réussissent-ils à défendre leur autonomie de pensée ? C'est un véritable défi tant le rapport de forces est inégal dans la situation présente.

AU COMMENCEMENT, LE FÉMININ

Le thème original de l'antériorité du féminin sur le masculin est porté par divers répertoires de la littérature orale (cosmogonie, mythologie, légendes, contes). Au commencement de la création du monde, raconte un récit de l'Aïr, région touarègue du nord de l'actuel Niger, il y a une goutte échappée du grand flux cosmique. Cette substance tombe sur une surface plane, atterrissage cosmique qui marque le début du temps et de l'espace. La goutte roule, déposant, à la première étape, sa partie la plus dense qui est le principe féminin, tandis que sa partie plus légère, moins stable, le principe masculin, se laisse entraîner plus loin par l'élan de départ.

Dans ce schéma, le féminin précède et contient le masculin. Mais les deux éléments sont issus de la même substance et c'est le choc entre une entité mobile et une entité stable qui les a dissociés. Cette configuration se retrouve dans toutes les représentations touarègues du monde. Elle structure les conceptions de l'histoire des origines, l'organisation sociale et politique, la parenté, l'identité, les relations de l'homme à la nature.

Que la filiation soit matrilineaire, c'est-à-dire définie par la mère, comme c'est le cas dans la majorité des groupements touaregs, ou patrilinéaire (définie par le père), la lignée remonte généralement à une ancêtre féminine. Lorsque les époux de ces aïeules fondatrices apparaissent, c'est toujours sous une forme infrahumaine : génies, êtres étranges de l'invisible, sauvages.

Dans l'imaginaire touareg, la femme incarne le vecteur de la civilisation, le monde de l'intérieur qui endosse la fonction protectrice de l'abri. Au contraire, l'homme est assimilé à l'espace du « vide » et du « désert », à la fois stimulant et menaçant. C'est pourquoi son intégration à une maison nécessite des rituels de domestication destinés à maîtriser son caractère sauvage : l'une de ces étapes, chez les Touaregs, est le voilement des hommes.

La centralité du féminin se projette dans la langue. Le vocabulaire de parenté touareg est composé à partir du lexème de base qui désigne la « mère » (*ma*). Le frère est appelé littéralement « fils de la mère », l'oncle maternel, distinct de l'oncle paternel, se dénomme « fils de la mère de la mère », le neveu d'un homme est le « fils de la fille de la mère ».

C'est également en référence à la mère que les enfants apprennent à définir leur entourage social le plus proche, les parents avec lesquels ils se sentent à l'aise et peuvent avoir un comportement familial, ceux vers qui s'orientent leurs préférences affectives et auxquels ils s'identifient, ceux enfin dont ils sont le plus souvent les héritiers directs en ce qui concerne le nom de famille, les biens et les pouvoirs.

Dans ce cas, la parenté matrilineaire dessine l'axe de circulation des droits (comme l'appartenance au clan, les droits territoriaux, le droit à la chefferie) et des biens qui permettent à la communauté de se perpétuer, littéralement de se « nourrir ». Ce « matrimoine », composé de biens indivis et inaliénables (notamment des troupeaux camélins et bovins pour les nomades, des palmiers et des maisons pour les sédentaires), est en effet désigné par une métaphore alimentaire : le « lait vivant ». Il est géré par les femmes, qui l'utilisent pour garantir à la fois leur autonomie personnelle et celle de leur parentèle.

Si une femme part s'installer dans le campement de son mari (une étape qui n'est pas systématique), une part des biens du matrimoine lui est confiée pour lui permettre de ne pas être dépendante de sa belle-famille. Lorsque, après un divorce ou un veuvage, la femme revient à la maison-mère, sa part réintègre le capital commun. La fonction de ces biens est d'assurer le prolongement de la lignée et le soutien de ses membres en position de faiblesse.

UNE SOCIÉTÉ MATRILINÉAIRE

Le devoir des hommes est de faire fructifier ces biens féminins détenus par leurs parentes matrilineaires (mère, sœurs de la mère, sœurs, filles de sœur) et dont l'usufruit bénéficie

à tous. Dans la morale collective, un homme qui dilapide ces biens perd l'honneur et se déshumanise.

Ces biens sacralisés, dont l'administration est sous la responsabilité des femmes, jouent un rôle de sécurité sociale chez les Touaregs. Par ailleurs, ils donnent aux femmes qui sont à la tête des grandes lignées un poids et un pouvoir de décision importants au niveau de la régulation des relations sociales, des pactes d'alliance, des choix politiques et des principes de défense des intérêts collectifs plutôt que privés.

Ces compétences féminines sont associées à des vertus développées par l'éducation, comme la compassion, l'empathie, l'amour des autres, l'art de la conciliation selon les valeurs de l'honneur, et aux aptitudes que donnent la culture et la raison.

L'antériorité et la centralité symbolique du féminin n'aboutissent en rien à l'éradication du masculin. Aucun genre ni catégorie sociale n'a de droit absolu sur les autres. Dans le cadre matrimonial qui est monogame, la femme a un pouvoir de décision qui équivaut à celui de l'homme, comme par exemple le choix de divorcer.

Ce modèle sociétal original n'a rien à voir avec le « matriarcat », imaginé à la période coloniale comme le reflet inversé du patriarcat, c'est-à-dire la détention de « l'autorité » par les femmes sur le mode pyramidal. Les fonctions dévolues aux femmes dans la sphère culturelle, sociale et politico-diplomatique coexistent avec des activités quotidiennes variées : élevage du petit bétail, gestion du campement ou chefferie des unités de résidence pour certaines, soins aux enfants, éducation, artisanat.

Si les hommes endossent habituellement la « chefferie » politique et militaire, ils apparaissent, dans les discours touaregs, comme les « messagers » des femmes ou les exécutants des décisions féminines.

Plusieurs événements montrent que, lorsque les hommes se départissent de leur rôle de délégués, les femmes n'hésitent pas à intervenir elles-mêmes sur la scène politique ou militaire pour faire respecter le choix convenu.

Si aujourd'hui le modèle social touareg reste « *ancré dans un univers de sens maternel* », il est fragilisé. Les bouleversements induits depuis cent ans par l'ordre colonial puis postcolonial ont ébranlé le système du matrimoine et, en conséquence, le pouvoir d'intervention et d'influence des femmes, notamment dans la sphère politique. Les ruptures et changements ont opéré à plusieurs niveaux. De manière directe, par l'anéantissement sporadique des biens du matrimoine.

Par exemple, lors de la conquête coloniale du Sahara à la fin du XIXe siècle, puis lors des sévères répressions des résistances anticoloniales, dont l'apogée fut le soulèvement général des Touaregs en 1916-1918, la majorité du cheptel (dromadaires, chevaux, vaches et petit bétail) touareg fut détruite ou confisquée par l'armée française. Les clans qui avaient résisté furent assignés à résidence près des villes pour être surveillés.

Amputés de deux générations d'hommes décimés au combat, ils mettront près de trente ans à reconstituer leur matrimoine. Cependant, plusieurs éléments de la transmission en voie utérine sont passés sous contrôle colonial, comme le droit à la chefferie. De même, les vastes entités politiques touarègues ont été démembrées administrativement, les assemblées politiques dissoutes ou mises sous tutelle. Enfin la propriété individuelle a été promue au détriment des biens indivis.

La paupérisation du monde touareg a accéléré le repliement des groupes sur eux-mêmes et le rétrécissement des réseaux de solidarité où circulaient les biens du matrimoine. Dans ce contexte, il n'était plus question de choisir les représentants politiques pour leur capacité à défendre l'intérêt collectif, ni de les démettre s'ils ne se montraient pas à la hauteur, ni d'influer sur l'assemblée. La « politique » était devenue une affaire d'hommes, redevables de leurs actions non plus devant les femmes et le peuple, mais devant l'autorité coloniale.

Dans les années 1960, la division des Touaregs entre cinq États héritiers de la colonisation entérine le processus d'atomisation de la société. En 1963, le soulèvement des Touaregs de l'Adrar, séparés de l'Ahaggar par la frontière algérienne, est réprimé dans le sang par l'armée malienne. Lors des sécheresses de 1973 et 1984 au Niger et au Mali, la population est abandonnée à son sort et l'aide internationale détournée par les autorités.

Violence et corruption des États, non-respect des droits humains, dénuement et vulnérabilité de la population, exil et résistance préparent les insurrections à venir. Dès 1980, nombre de jeunes Touaregs rejoignent les camps d'entraînement ouverts par Kadhafi en Libye, dans l'espoir de libérer un jour leur pays. La lutte armée est présentée comme une solution à la détresse de leurs « sœurs laissées dans la solitude » comme le chantent les poésies douloureuses de ces années de plomb.

UNE PÉRIODE TROUBLÉE

En 1990, les Touaregs revenus de Libye prennent les armes au Niger et au Mali. Impuissants face aux rebelles, les militaires arment et encadrent des milices qui s'en prennent aux civils, transformant la lutte politique en guerre de « races », d'« ethnies », de « tribus » et de classes (« Noirs »/« Blancs », Arabes/Berbères, Songhaïs/Touaregs...). Le même scénario se répète lors de l'insurrection de janvier 2012 au Mali avec cette fois la religion comme motif de division, opposant le MNLA, mouvement touareg d'inspiration laïque, et les groupes islamistes anti-indépendantistes (Aqmi, Ansar Dine, Mujao...) qui veulent appliquer la charia à l'ensemble du Mali et de l'Afrique de l'Ouest.

De leur côté, les femmes, sans ressources ni secours, endurent ces crises dans des conditions de survie particulièrement difficiles, mais sans se départir de leur rôle de protectrice de la collectivité. C'est ce qui va opposer beaucoup d'entre elles aux chefs de fronts armés qui, à partir de 1991, dès les premiers accords de paix avec le Mali et le Niger, renoncent aux objectifs politiques de la lutte, au profit d'intérêts individuels, acceptant la division étatique et tribale des mouvements contestataires.

En cette période troublée, les femmes critiquent les dérives des hommes, les rappelant à l'unité. Elles interviennent à de nombreuses reprises sur les champs d'action. C'est le cas en 2012, à Kidal, au Mali, où elles bravent avec des jets de pierres les islamistes touaregs d'Ansar Dine (« Partisan de la religion »). Elles s'impliquent activement dans la lutte indépendantiste, mais n'hésitent pas à manifester en 2015 contre les pratiques du comité de gestion de l'aide qui émane de la Coordination des mouvements de l'Azawad. Elles fustigent dans des discours diffusés sur YouTube, la division des combattants qui ont oublié leur peuple et bradé sa cause, tout en manifestant contre la présence arrogante de l'armée française.

Aujourd'hui, le modèle matricentré des Touaregs est fortement concurrencé par les

idéologies patriarcales fondées sur l'idée de l'infériorité sociale de la femme et de son incapacité à se diriger. Ce point de vue était déjà contenu dans l'appareil juridique de l'administration coloniale française, mais n'a pas eu d'incidence profonde sur le fonctionnement du matrimoine, sauf en cas de conflit porté devant la justice d'État.

Au contraire, les mouvements islamistes qui se sont imposés militairement sur la scène saharo-sahélienne depuis 2012 ont une influence observable sur une frange de la population. Ansar Dine a pu, avec les moyens logistiques importants dont il disposait, enrôler de jeunes Touaregs pour des raisons plus économiques qu'idéologiques. Cependant, certains jeunes gens qui ont grandi en exil, formés à l'école des États arabo-musulmans – en Libye, en Algérie ou en Arabie saoudite où s'est constituée une diaspora touarègue –, se sont laissé enrégimenter plus activement dans l'islam fondamentaliste.

Ils demeurent minoritaires, d'où la réorientation des recrutements islamistes vers le centre du Mali (en milieu peul notamment) avec la coalition des mouvements djihadistes sous le nom de JNIM (Jamaat Nosrat al-Islam wal-Mouslimin, « Groupe de soutien de l'islam et des musulmans »), placé sous l'étendard d'Al-Qaïda.

Les pressions psychologiques ou la contrainte par la violence et la terreur, exercées par les milices islamistes dans la zone saharo-sahélienne, ont des conséquences lourdes sur les comportements de la population, fragilisée et déstabilisée d'autre part par des États prédateurs et corrompus.

LA MODE SALAFISTE

L'impact de l'islamisme se manifeste à différents niveaux. D'abord, en milieu urbain, par un changement spectaculaire de code vestimentaire. À la tenue drapée des femmes touarègues, laissant apercevoir les bras et, au détour d'un geste, la poitrine, se substituent des vêtements cousus dissimulant toutes les parties du corps. Le voile de tête à pan rabattu est remplacé par une étoffe enserrant de près le visage et cachant totalement la chevelure. La tenue islamiste, portée parfois en alternance avec les costumes locaux, est aujourd'hui vendue au marché dans toutes les villes sahariennes.

À la crainte des milices islamistes s'ajoutent les clichés façonnés lors des soulèvements touaregs par la presse et la propagande d'État, qui assimilent tout individu de cette communauté à la rébellion ou au « terrorisme ». Dans ce contexte, il est devenu difficile d'être touareg, d'où l'abandon par les plus vulnérables de tout ce qui peut signaler une identité périlleuse.

Dans le domaine religieux, des modes salafistes, comme, par exemple, la manière de prier ou l'exhibition ostentatoire de la tache sombre sur le front comme marque de piété, sont adoptées dans les milieux urbains, signe de l'infiltration progressive de ce nouveau rapport à l'islam, tandis que le doute ou l'opprobre sont jetés sur les pratiques du soufisme local.

Dans le même temps, certains Touaregs citadins, vivant en milieu haoussa ou bambara, s'essayent à la polygamie en profitant de la détresse économique d'une société réticente à cette formule. En dépit de cette régression sociale, les femmes touarègues continuent à avoir la force et l'audace nécessaires pour se faire entendre. Pour combien de temps ?

Article « Au Maroc, les Berbères débutent l'an 2974 par un premier jour férié »

Jean-Baptiste François, *La Croix*, 16 janvier 2024

Célébré pour la première fois par un jour férié national, dimanche 14 janvier, le Nouvel An amazigh est l'occasion de reconnaître une identité encore stigmatisée dans le Royaume.

Ils étaient près d'un millier devant le Parlement à Rabat ce dimanche 14 janvier à afficher fièrement leur identité, certains en tenue traditionnelle. Les Amazighen (« hommes libres ») sont venus célébrer Yennayer, le Nouvel An de leur calendrier commencé 950 ans avant notre ère, et 1572 ans avant l'hégire. La date coïncide avec l'intronisation du roi berbère Sheshonq 1^{er} comme pharaon d'Égypte. Cette fois, la communauté a pu fêter l'occasion en profitant d'un congé officiel instauré sur décision royale. Il s'agit du dernier pas franchi dans leur reconnaissance. Cette minorité en a profité pour faire honneur au Taskiwin, danse martiale originaire du Haut Atlas endeuillé par le terrible séisme du 8 septembre dernier.

Le chef du gouvernement Aziz Akhannouch, leader du Rassemblement national des indépendants (RNI), qui ne cache pas ses origines amazighes, a assisté en personne à une cérémonie au théâtre Mohammed-V de la capitale. On est bien loin des années qui ont suivi l'indépendance en 1956, où les Amazighs ont été effacés du roman national au profit d'une culture arabe perçue, à l'époque, comme le seul moyen de cimenter l'identité du Royaume.

Le virage a été entamé il y a une vingtaine d'années. La langue amazighe, introduite à l'école à partir de 2003, a pris le statut de « langue officielle » dans la Constitution de 2011, après des décennies de revendications de militants. Le Maroc compterait 6,3 millions de locuteurs, sur une population de 37 millions d'habitants. Autre étape importante en 2019 : une loi organique a généralisé l'emploi de la langue dans l'administration et les services publics.

Pourtant, les militants amazighs dénoncent d'importants retards dans la mise en œuvre de cette réhabilitation, pointant du doigt la mauvaise volonté des conservateurs du Parti de la justice et du développement (PJD), au pouvoir entre 2012 et 2021. Si le dossier a repris son cours avec l'alternance, le chantier vers la pleine intégration reste colossal. Dans les écoles, il n'y aurait guère plus de 9 % des élèves marocains pour apprendre la langue, estiment les associations. Dans la région d'Al-Haouz, la plus touchée par le séisme, le taux d'analphabétisme en milieu rural était de 47 % en 2014, selon des derniers chiffres officiels.

Cinq ans plus tard, un rapport commandé par le roi déplorait « *l'aggravation des inégalités* », « *la lenteur des réformes* » et une « *résistance au changement* ». En décembre dernier, le comité pour l'élimination de la discrimination raciale (Cerd) des Nations unies faisait le même constat, évoquant « *le manque de statistiques relatives à la représentation des Amazighs* », et des traitements différenciés « *dans l'accès à l'emploi, à l'éducation et aux services de santé, surtout lorsqu'ils ne s'expriment pas en arabe* ».

ACTION PÉDAGOGIQUE : PROPOSITIONS D'ACTIVITÉS

La visite de l'exposition Imazighen peut être envisagée selon plusieurs angles, aux choix des enseignants : celui de l'écriture, celui de l'éducation morale et civique, celui de la géographie ou celui de l'éducation aux médias.

Ce dossier vous propose différentes pistes d'exploitation pédagogiques, différentes temporalités et modalités d'exploitation que vous êtes libres d'utiliser à votre convenance

Des images pour écrire

Avant la visite de l'exposition, on propose aux élèves de choisir une des photos proposées dans ce dossier (doc. A), sans leur donner aucun élément de contexte. Ils peuvent en faire une analyse (doc. B) et/ou rédiger un texte libre à partir de la photo choisie (éventuellement en version audio) : récit, description, poésie...

Pendant la visite de l'exposition, les élèves confrontent leur texte et la réalité montrée par Ferhat Bouda et réalisent une fiche-bilan (doc. C) qui pourra ensuite servir de support à un nouveau travail d'écriture.

Lecture d'images

Les élèves choisissent leurs trois photos préférées dans l'exposition. Ils en font une présentation personnelle à la fois sensible et technique à l'aide de la fiche lecture d'image (doc. D).

L'analyse peut éventuellement être complétée par le document B.

Les fiches lecture destinées aux élèves dans cette partie du dossier, ont été composées avec la police de caractères OpenDyslexic conçue afin de permettre aux personnes dyslexiques de mieux lire les documents.

OpenDyslexic est un logiciel libre : www.opendyslexic.org

DOCUMENT A1

photo n° 1



photo n° 2



DOCUMENT A2

photo n° 3



photo n° 4



LÉGENDES

Photo n°1

Rabia s'exerce avec d'autres femmes au fonctionnement des armes. C'est la première fois dans l'histoire des Touaregs que des femmes participent à une rébellion militaire contre les groupes islamistes et l'armée malienne.
In Khalil, nord du Mali, le 8 juin 2013.

Photo n°2

Fatima vient chercher de l'eau pour préparer son repas. La jeune femme de 21 ans a passé toute sa vie à Tinfgam et vient de donner naissance à son troisième enfant.
Tinfgam, Haut Atlas, Maroc, le 1^{er} janvier 2017.

Photo n°3

Malgré l'interdiction du drapeau berbère pendant la «Révolution du sourire», beaucoup de militants le brandissent, au risque de la prison
Tizi Ouzou, Algérie, le 29 mars 2019.

Photo n°4

Des volontaires protègent leur village des incendies. Chaque année, des centaines, parfois des milliers d'hectares de forêts, d'oliviers, d'arbres fruitiers partent en fumée dans les incendies en Kabylie. Il peut s'agir d'incendies volontaires, mais ils ne font pas l'objet d'enquêtes. Quand il y a un appel au feu, les villageois arrêtent leur travail, ferment leurs magasins, et partent éteindre le feu pour protéger leur village.
Bouzeguène, Algérie, le 22 juillet 2019.

DOCUMENT B1

GRILLE D'ANALYSE DE L'IMAGE PHOTOGRAPHIQUE

1^{re} partie : cadrage, angle, profondeur de champ

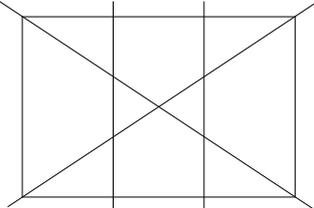
CARACTÉRISTIQUES DE LA PHOTO	DÉFINITION ET INTERPRÉTATION
<p>CADRAGE</p> <p>Le sujet ou l'objet photographié est-il centré ou décentré ? S'agit-il :</p> <ul style="list-style-type: none">- d'un plan d'ensemble- d'un plan moyen- d'un plan américain- d'un très gros plan	<p><i>Le spectateur :</i></p> <ul style="list-style-type: none">→ perçoit l'action dans son ensemble→ est plus proche de l'action→ est voisin des personnages→ est dans l'espace intime des personnages
<p>ANGLE DE PRISE DE VUE</p> <ul style="list-style-type: none">- frontal- en plongée- en contre-plongée <p>- oblique Ligne de fuite à droite, à gauche</p>	<p><i>Le spectateur :</i></p> <ul style="list-style-type: none">→ est au même niveau que l'objet photographié→ domine le sujet qui peut s'en trouver dévalorisé→ peut avoir la sensation que le sujet lui est supérieur
<p>PROFONDEUR DE CHAMP ET NETTETÉ</p> <p>Nommez le premier plan, l'arrière plan. Y'a-t-il des zones floues ? Lesquelles ?</p>	<p>La "profondeur de champ" est la zone dans laquelle les sujets photographiés sont nets. Les plans situés avant et après cette zone sont plus ou moins flous. Cette zone varie selon la distance au sujet, la focale et l'ouverture de l'objectif. Le choix de placer le sujet photographié dans un plan net ou flou lui donne plus ou moins de valeur.</p>

D'après : grille d'analyse de photographies, CLEMI, Académie de Montpellier, Rencontres de Visa pour l'Image, Perpignan.

DOCUMENT B2

GRILLE D'ANALYSE DE L'IMAGE PHOTOGRAPHIQUE

2^e partie : lumière et composition

CARACTÉRISTIQUES DE LA PHOTO	DÉFINITION ET INTERPRÉTATION
<p>LUMIÈRE</p> <p>Jour, nuit, intérieure, extérieure, naturelle, artificielle, diffuse ou dirigée</p> <p>D'où vient la lumière : haut placée, située en contrebas</p>	<p>→ Une lumière "diffuse" détaille les ombres et donne du modelé au sujet ; les traits d'un visage sont adoucis. Une lumière directe durcit l'expression par le contraste et l'intensité des ombres.</p> <p>→ Une lumière placée au dessus du sujet peut évoquer une lumière céleste, divine. Une lumière située sous le sujet peut donner aux traits du visage un aspect inquiétant.</p>
<p>COMPOSITION</p> <p>Certaines lignes vous semblent-elles dominer ? Horizontales ? Verticales ? Dessinez ces lignes sur votre page de notes. Où se situe la ligne d'horizon ? Quel effet cela produit-il ? Comment se répartissent les masses ? Faites figurer les points de force: rencontre des diagonales et des lignes des tiers.</p>  <p>Quels sont les éléments de la photo qui occupent un emplacement particulier et sont ainsi mis en valeur ?</p>	

DOCUMENT C

FICHE LECTURE D'IMAGE

1/ REPÉRAGE

Parcourez à votre rythme l'exposition.

Repérez trois images que vous aimez, ou qui vous semblent particulièrement intéressantes.

2/ LECTURE DE L'IMAGE

Regardez attentivement les trois photographies que vous avez choisies. Décrivez-les en quelques lignes (personnages, actions, ambiance). Donnez les caractéristiques de ces images (cadrage, angle de prise de vue,

etc) , en vous aidant de la grille d'analyse d'une photographie (pages 0 & 0).

Si possible, notez également ce qui a justifié votre choix de ces photographies.

PHOTO 1

PHOTO 2

PHOTO 3

DOCUMENT D

FICHE BILAN

Vous avez écrit un texte à partir d'une des photographies de Ferhat Bouda sans connaître son contexte. Maintenant que vous le connaissez, pouvez-vous expliquer ce qui a changé dans votre façon de la percevoir ?

1/ Ce que j'avais vu dans la photographie et qui s'y trouvait effectivement.

2/ Ce que je n'avais pas vu dans la photographie mais que Ferhat Bouda montrait pourtant.

3/ Ce que j'ai vu dans la photographie mais qui vient plutôt de mon imagination.

RÉDACTION

Sélection de documents : Alice Séqué-Weill / Bibliothèque universitaire du Havre ;
Action pédagogique : proposition d'activités et fiche « lecture d'image »
conçus et réalisés par Mathilde Poulain / Bibliothèque universitaire du Havre
(merci au CLEMI de Montpellier)

Biographie et légendes des photographies © Ferhat Bouda / VU'

PHOTOGRAPHIES

© Ferhat Bouda / VU'
Portrait Ferhat Bouda © Kiên Hoàng Lê

CONCEPTION GRAPHIQUE, RÉALISATION

© Géraldine Hamel / Bibliothèque universitaire du Havre
tous droits réservés

Février 2024